

Le pouvoir burundais s'obstine, l'Onu pointe du doigt sa milice

Burundi Une menace de "basculement" vers la guerre civile est évoquée à l'Onu.

Quatre jours après que le porte-parole du chef de l'Etat, Willy Nyamitwe, eut déclaré que, "pour le gouvernement burundais, le mandat du Président n'est pas un sujet tabou", celui du gouvernement, Philippe Nzobonariba, revient en arrière. La candidature de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat, interdite par l'Accord de paix d'Arusha, est "non négociable", a-t-il déclaré mardi.

M. Nzobonariba a ajouté que le nouveau calendrier électoral, proposé lundi soir par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), serait le dernier.

Calendrier rejeté

Ce nouveau calendrier retarde d'un mois les élections législatives et communales. Initialement prévues pour le 26 mai, elles avaient été reportées au 5 juin puis, maintenant, au 26 juin. La présidentielle, prévue pour le 26 juin, aurait lieu le 15 juillet.

Un sommet régional avait réclamé, le 31 mai, le report des élections d'au moins un mois et demi, l'arrêt des violences et "le désarmement urgent des mouvements de jeunesse armés" qui terrorisent les opposants réels ou supposés à un troisième mandat du prési-

dent Nkurunziza.

L'opposition et la société civile burundaise ont d'ores et déjà rejeté ce calendrier. Elles contestent d'abord la Ceni elle-même: deux de ses cinq membres (dont sa vice-présidente) en ont démissionné et ont fui le pays. Comme les décisions de la Ceni doivent être prises par 75 % des membres et qu'il n'en reste que trois, elle ne peut de facto plus fonctionner; le nouveau calendrier est donc illégal.

Le gouvernement propose à l'opposition de citer deux noms pour remplacer les fuyards mais l'opposition exige une nouvelle Ceni.

Les actions de la milice gagnent en violence

Par ailleurs, dans la société civile, on s'inquiète que rien ne soit fait pour désarmer les Imbonerakure, la milice pro-présidentielle qui sème la peur chez les opposants et les tièdes.

Le Haut-commissaire aux droits de l'homme de l'Onu, Zeid Ra'ad Al-Hussein, a jugé mardi que les actions "de plus en plus violentes et menaçantes" des Imbonerakure ("des exécutions sommaires, des enlèvements, des tortures, des coups, des menaces de mort et d'autres formes d'intimidation") "pourraient faire basculer une situation déjà extrêmement tendue" vers la guerre civile et

exhorté Bujumbura à mettre sa milice au pas.

M. Zeid évoque en effet "des témoignages concordants indiquant que les membres des Imbonerakure agissent en suivant les instructions du parti au pouvoir, avec le soutien de la police nationale et des services de renseignement, qui leur fournissent des armes, des véhicules et parfois des uniformes".

Le ministre burundais de l'Intérieur a assuré lundi soir que le gouvernement avait pris "l'engagement de suspendre l'exécution des mandats lancés contre les organisateurs des manifestations", comme demandé par le sommet régional du 31 mai, et exigé de ces derniers "qu'ils arrêtent les manifestations" qui se poursuivent malgré la violence de la répression.

Le ministre Edouard Nduwimana a ajouté qu'une Commission nationale en charge du désarmement avait été chargée "de récupérer toutes les armes dans les deux semaines" auprès des groupes de jeunes membres de partis politiques. Une mission que les observateurs jugent impossible à tenir dans un délai aussi court.

MFC (avec AFP)

2

SEMAINES POUR DÉSARMER LA MILICE

C'est le délai annoncé par le pouvoir pour désarmer sa milice Imbonerakure.

Impossible, jugent les observateurs.